

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sydeme Methavalor

1 rue Jacques Callot
57600 Morsbach

Références : MORSBACH_SYDEME-METHAVALOR_2023-05-22_RAPVI_MED_GSB_24588
Code AIOT : 0006207916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 janvier 2023 dans l'établissement Sydeme Methavalor implanté Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach. L'inspection a été annoncée le 18 janvier 2023. Cette partie "contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale du suivi des échéances fixées à travers des mises en demeure notamment.

L'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-02 du 7 janvier 2021 met en demeure l'exploitant de faire réaliser, par un organisme agréé, le calcul réglementaire du rendement caractéristique de sa chaudière de production de vapeur conformément au point 1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sydeme Methavalor
- Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui, BREF WT – traitement des déchets

Le Syndicat mixte de transport et de traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) est autorisé à exploiter une unité de méthanisation de biodéchets sur la commune de Morsbach par arrêté préfectoral modifié n° 2009-DD/IC-171 du 18 août 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de la mise en demeure
- analyseur des gaz de combustion
- livret de chaufferie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Analyseur des gaz de combustion	Code de l'environnement, article R.224-26 2°	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Livret de chaufferie	Code de l'environnement, article R.224-29	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets de la chaudière	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 janvier 2021, article 1	Mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence des non-conformités. La chaudière au gaz d'une puissance de 830 kW ne dispose pas d'un analyseur des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène (articles R.224-26 et R.224-27 du code de l'environnement) ni de livret de chaufferie (article R.224-29 du code de l'environnement).

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été préparé en ce sens. Le projet de mise en demeure joint en annexe prévoit un délai de mise en conformité de deux mois.

L'inspection des installations classées propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

Enfin, la société Bureau Veritas doit porter une attention particulière aux contrôles périodiques qu'elle réalise et aux comptes-rendus qu'elle rédige, de même que l'exploitant doit s'assurer de la véracité des éléments consignés dans les rapports qu'il transmet au préfet.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de rappeler ces dispositions à l'exploitant et à la société Bureau Veritas, organisme de contrôle agréé. Deux projets de courrier sont joints en annexe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets de la chaudière

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021, article 1
Thème(s) : risques chroniques - rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite du 29 septembre 2020 – constat 5
Prescription contrôlée : La société Sydeme, dont le siège social est situé 1, rue Jacques Callot à Morsbach (57600), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de méthanisation

des biodéchets, dans les délais suivants, les prescriptions reprises ci-après :
- sous un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, le calcul réglementaire du rendement caractéristique de sa chaudière de production de vapeur conformément au point 1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009.

Constats :

Par courriel du 24 janvier 2023, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le rapport de Bureau Veritas relatif au contrôle de la chaudière (intervention du 18 janvier 2022).

Le point 1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts dispose que "les mesures des différents paramètres nécessaires au calcul du rendement caractéristique, par la méthode des pertes selon l'article R. 224-20 du code de l'environnement, sont faites à allure stabilisée de la chaudière. Cette allure doit être comprise entre 50 % et 100 % de la puissance nominale pour les chaudières biomasse et entre 1/3 et 100 % de la puissance nominale pour les autres types de chaudières".

Lors de la visite, l'inspection examine le rapport et relève que la chaudière n'ayant pas dépassé 33% de sa puissance nominale (fonctionnement à 10%), le rendement n'a pas pu être contrôlé.

Toutefois, le rendement de la chaudière a été déterminé postérieurement le 7 juillet 2022 (R PCI = 93.5%) et respecte la valeur minimale de 90% fixée à l'article R.224-23 du code de l'environnement.

La mise en demeure est respectée.

Observations :

Lors de la visite du 29 septembre 2020, l'exploitant remet à l'inspection une copie du rapport de contrôle périodique de l'efficacité énergétique de la chaudière réalisé par Bureau Veritas (intervention du 15 juin 2020).

En référence à l'article 10.1 – chaudière de production de vapeur de l'arrêté préfectoral modifié du 18 août 2009 précité et à l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 précité, l'inspection constate que :

- d'une part, Bureau Veritas indique à tort que, la chaudière fonctionnant au biogaz, le calcul du rendement n'est pas obligatoire. Les dispositions des articles R.224-21 et suivants du code de l'environnement (dans leurs versions applicables à la date du contrôle) s'appliquent aux chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW (ici 830 kW) ; les chaudières fonctionnant au biogaz, comme celle de l'exploitant, ne sont pas exclues du champ d'application, seules les chaudières dites de récupération, alimentées d'une manière habituelle par les gaz de combustion de machines thermiques le sont ;

- d'autre part, Bureau Veritas rapporte les résultats d'émission des NO_x de la chaudière à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 11 % au lieu de 3 %. Toutefois, le résultat rapporté à une teneur en oxygène de 3 % est de 118,8 mg/Nm³ et aucune VLE ne régit le rejet en NO_x.

L'inspection rappelle que, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral modifié du 18 août 2009, les rapports d'analyses doivent lui être transmis, éventuellement accompagnés de commentaires justifiant les écarts observés et les dispositions prises pour y remédier.

En conséquence, l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-02 du 7 janvier 2021 a mis en demeure l'exploitant de faire réaliser, par un organisme agréé, le calcul réglementaire du rendement caractéristique de sa chaudière de production de vapeur conformément au point 1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

N° 2 : analyseur des gaz de combustion

Référence réglementaire : code de l'environnement, article R.224-26 2°

Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Sous réserve des exceptions prévues à l'article R. 224-27, l'exploitant d'une chaudière doit disposer des appareils de contrôle suivants, en état de bon fonctionnement : [...] 2° un analyseur des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène et, pour les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 10 MW, permettant la mesure en continu. [...]</p>
<p>Constats : L'inspection constate l'absence sur site d'analyseur portatif de gaz de combustion. L'article R.224-27 du code de l'environnement ne prévoit pas de dérogation à l'absence d'un analyseur de gaz de combustion.</p>
<p>Observations : L'exploitant a fait procéder au contrôle périodique mentionné à l'article R.224-31, portant notamment sur le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1^{er} de la présente sous-section.</p> <p>Le rapport de Bureau Veritas relatif au contrôle périodique de la chaudière (intervention du 18 janvier 2022) indique notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> tous les appareils de contrôle (définis à l'article R.224-26 du code de l'environnement) <i>"sont présents et fonctionnels ; l'entretien et la maintenance étant sous-traités, l'absence in situ d'analyseur portatif de gaz de combustion est compensée par la disponibilité des agents d'entretien qui réalisent les déterminations de rendement trimestriels et de redémarrage, détaillés dans le cahier chaufferie"</i>. <p>L'inspection rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'article R.224-27 du code de l'environnement ne prévoit pas de dérogation à l'absence d'un analyseur de gaz de combustion en cas de sous-traitance de l'entretien et de la maintenance; par ailleurs, le sous-traitant n'est présent sur site qu'à l'occasion de l'entretien et de la maintenance de la chaudière. <p>Enfin, l'inspection observe que le rapport Bureau Veritas présente des incohérences, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>"la chaudière ne fonctionne plus au biogaz et est en secours au gaz (pour le démarrage de la torchère)"</i> alors que son fonctionnement est indépendant de la torchère ; <i>"le générateur observé est un générateur mixte (gaz / biogaz)"</i> alors que l'exploitant indique qu'elle était initialement prévue de fonctionner au gaz au démarrage puis au biogaz (comme prescrit à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 18 août 2009), mais qu'elle ne fonctionne qu'au gaz (le raccordement au circuit dne biogaz n'a jamais été réalisé). De fait, cette chaudière au gaz ne relève pas de la rubrique 2910-B-2-a comme actuellement classée ; avec sa puissance de 830 kW, elle n'est pas classée au titre des installations de combustion. Il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Ce projet d'arrêté sera proposé ultérieurement et fera l'objet d'un prochain rapport ; <i>"l'évaluation du dimensionnement de la chaudière n'a pas lieu d'être ; l'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire) est fournie à partir de la récupération d'énergie sur les moteurs fonctionnant au biogaz, il s'agit de chaleur fatale"</i> alors que la chaudière est un appareil d'appoint, utilisé en remplacement des moteurs de cogénération afin de maintenir la température dans le digesteur (process de méthanisation) et l'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire).
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : livret de chaufferie

Référence réglementaire : code de l'environnement, article R.224-29
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Pour toute chaudière ou ensemble de chaudières définies à l'article R.224-21 , l'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R. 224-28 .
Constats : L'inspection constate l'absence sur site de livret de chaufferie.
Observations : Le rapport de Bureau Veritas relatif au contrôle périodique de la chaudière (intervention du 18 janvier 2022) indique notamment que : <ul style="list-style-type: none">le livret de chaufferie (défini à l'article R.224-29 du code de l'environnement) "<i>est existant, bien tenu à jour. Les rendements périodiques n'appellent pas de remarque de notre part (juin 2021)</i>". L'inspection rappelle que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">indique ne pas disposer de livret de chaufferie ;n'est pas en mesure de présenter les justificatifs de rendement caractéristique de la chaudière, autre que celui du 7 juillet 2022, qu'il est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement (article R.224-28 du code de l'environnement).
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois